Séance publique du 10 juin 2002

Délibération n° 2002-0630

commission principale : finances et institutions

commune (s) : Lyon 9°

objet : **ZAC "du Quartier de l'Industrie" (travaux primaires et foncier) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme pour les acquisitions foncières**

service : Délégation générale au développement urbain

Le Conseil,

Vu le rapport du 22 mai 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le présent rapport a pour objet de proposer de compléter l'autorisation de programme individualisée le 18 mars 2002 pour l'opération ZAC "du Quartier de l'Industrie" à Vaise afin d'assurer le financement des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement.

La Communauté urbaine et la ville de Lyon ont initié une vaste recomposition urbaine du quartier de l'Industrie à Vaise dans le 9° arrondissement de Lyon. Celle-ci a notamment pour but de développer l'accueil d'activités économiques, de réorganiser la circulation du quartier et de développer un front bâti de qualité au bord de la Saône.

Pour la réalisation de cet aménagement, la Communauté urbaine a confié à la société d'équipement de la région lyonnaise (SERL) un certain nombre de missions :

- deux conventions pour l'aménagement des ZAC "du Quartier de l'Industrie", par délibérations n° 1999-4328 et n° 2000-5195 en date des 8 juillet 1999 et 27 mars 2000,
- un mandat pour la réalisation de travaux de voirie primaires, par délibération n° 1999-4527 en date du 27 septembre 1999.

Au titre des opérations déjà décidées, le conseil de Communauté a individualisé, lors de sa réunion le 18 mars 2002, une autorisation de programme de 9448 578 € en charge nette correspondant aux travaux primaires restant à financer sur les exercices 2002 à 2007.

Par ailleurs, la Communauté urbaine a également confié à la SERL, par délibération n° 2001-0930 en date du 5 novembre 2001, un mandat foncier sur le périmètre correspondant à l'emprise de la rue Joannès Carret, du quai du Commerce et du quai Paul Sédaillan élargis. Les dépenses à engager par la SERL au titre de ce mandat ont été limitées conventionnellement à un montant de 5 335 715 € TTC, à payer sur les exercices 2002 à 2004, éventuellement par le biais d'avances de trésorerie. Pour cette mission, la SERL percevra une rémunération de l'ordre de 5 à 6 %, soit un montant total estimé à 333 000 € TTC.

Il convient de constater budgétairement ces engagements par une individualisation d'autorisation de programme.

Enfin, hors le périmètre du mandat foncier confié à la SERL, des acquisitions foncières doivent être réalisées directement par la Communauté urbaine sur le périmètre de la ZAC "Nord", préalablement à son approbation. A cet effet, une autorisation de programme de 150 000 € a été individualisée le 18 mars 2002. L'approbation de la ZAC "Nord" ne pouvant pas intervenir avant début 2003, à la suite de la modification du POS, il convient d'inscrire un financement complémentaire par une individualisation d'autorisation de programme de 500 000 € mobilisables sur les exercices 2002 et 2003, afin d'assurer le portage financier des acquisitions jusqu'à leur rétrocession à la SERL dans le cadre de la ZAC "Nord", qui apportera alors à la Communauté urbaine une recette conforme aux prix des services fiscaux.

Circuit décisionnel : ce projet a reçu l'avis favorable du pôle urbanisme lors de sa réunion du 29 avril 2002 et du Bureau restreint lors de sa réunion du 13 mai 2002 ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations n° 1999-4328, n° 1999-4527, n° 2000-5195 et n° 2000-0930 respectivement en date des 8 juillet et 27 septembre 1999 et 5 novembre 2001 et celle n° 2002-1648 en date du 18 mars 2002 ;

Où l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

Accepte l'autorisation de programme individualisée le 18 mars 2002 pour l'opération n° 305, ZAC "du Quartier de l'Industrie" à Lyon 9° (travaux primaires et foncier), révisée pour un montant total supplémentaire de 6 168 715 € en charge nette, selon la répartition prévisionnelle de crédits de paiement suivante :

- 1 530 715 € en 2002,
- 2 950 000 € en 2003,
- 1 688 000 € en 2004.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,